Bulletin œcuménique

AVRIL 1980 NUMERO 4 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

OBSERVEZ-LA BIEN !
CAR NOUS N'AVONS Q'UNE
SEULE TERRE POUR TOUS :
QU'EN FAISONS-NOUS ?

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-5046

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-7786

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Le Coin 43
CH-2314 La Sagne
CCP: 10-20968

" C'EST L'ESPRIT DU SEIGNEUR QUI SOUFFLE "

"Là où il souffle,
il inspire dans les pays d'industrie,
la mobilisation des bonnes volontés
dans les pays industrialisés.
Chacun de son côté, chacun sur son chemin,
veut aider à créer un monde respirable,
plus juste et plus humain.

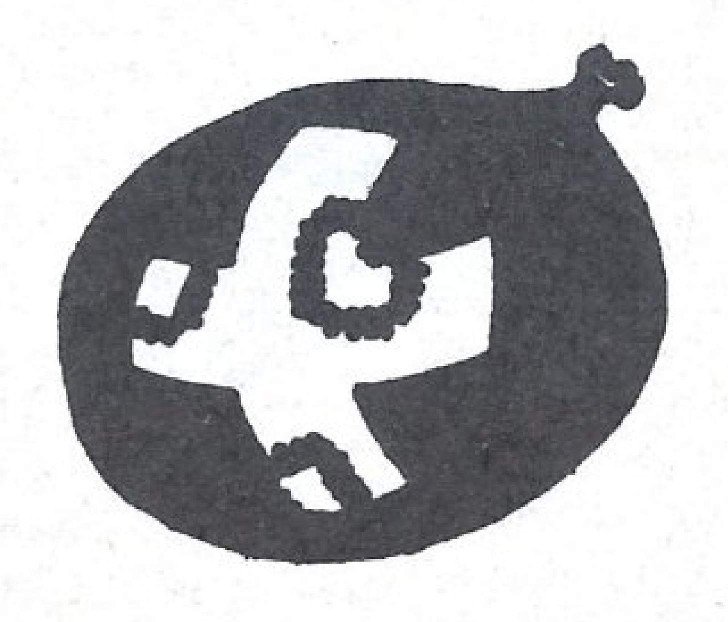
Il veut enseigner à unir
les communautés de base
ces premières légions venues du monde pauvre.
Il veut enseigner à les unir
à ces hommes nouveaux,
surgis du monde riche,
pour qu'ils forgent demain
un monde respirable, plus juste et plus humain.

Il dit :
L'amour, l'amour plus fort
que la haine.
L'amour vaincra la haine.

Qui a des yeux pour voir
et des oreilles pour entendre,
découvre sûrement,
d'indiscutables signes d'espérance."

De Dom HELDER CAMARA,

dans la "Symphonie des deux mondes"



Intoxication

Comme des milliers de lecteurs, vous avez parcouru ce communiqué de l'officielle ATS sans y trouver à redire, retenant l'information principale : nous serons d'ici 4 ans appelés à voter sur une proposition de service civil en Suisse.

Et pourtant ce communiqué est un exemple de ce que l'on fait en matière d'intoxication de l'opinion publique.

Récemment, le Conseil Fédéral a répondu à Edmond Kaiser que sa grève de la faim était bien sympathique, mais qu'il ne pouvait rien faire en matière d'exportation d'armes, sinon d'appliquer la loi que le peuple a votée... Et si Edmond Kaiser veut faire changer la politique nationale à ce sujet, il dispose de moyens légaux, dont l'initiative populaire ... Ce que le gouvernement ne précise pas, c'est le rôle que la presse peut jouer pour influencer le choix démocratique du peuple... On en parle souvent en général, en voici un exemple glané dans l'Impartial du 30 janvier 1980 :

Initiative pour un authentique service civil

Aboutissement formel

L'initiative populaire « Pour un authentique service civil basé sur la preuve par l'acte » déposé le 14 décembre dernier a abouti quant à la forme, a indiqué hier la Chancellerie fédérale. Celle-ci a reconnu la validité de 113.045 signatures sur les 113.210 qui ont été déposées. Il appartient maintenant au Conseil fédéral de formuler un contreprojet ou de recommander le rejet pur et simple de ce projet de modification constitutionnelle. Les Chambres fédérales devront à leur tour se prononcer dans un délai de quatre ans. En vertu du projet d'article constitutionnel avancé par les auteurs de l'initiative, toute personne refusant le service militaire en est libérée si elle accomplit un service civil une fois et demi plus long que le service militaire refusé. Enfin, le service civil doit être effectué dans le cadre d'organisations et d'institutions publiques privées « qui ont pour but de construire la paix en contribuant à écarter les causes d'affrontements violents ». (ats)

L'article porte à la connaissance des lecteurs, comme information secondaire, qu'après le dépôt de l'initiative, le Conseil Fédéral est placé devant l'alternative suivante : formuler un contre-projet ou recommander le rejet pur et simple de cette proposition de modification constitutionnelle.

Et voilà, c'est incrusté dans notre subconscient, il est officiellement impensable qu'un tel projet puisse être recommandé au peuple, on n'y a même pas pensé !

Je ne sais si ce procédé si subtil, si cet "oubli" des plus fins, provient de la Chancellerie Fédérale, de l'ATS, ou du journal qui le publie, mais toujours est-il que de tels communiqués façonnent l'inconscient populaire (auquel j'appartiens) et renforce entre autre cette mentalité militariste dont on se demande bien où elle prend sa source... En bonne partie en tout cas dans notre presse nationale qui fait plus de place aux manoeuvres de nos régiments qu'aux procès de nos objecteurs de conscience, ou qui publie un communiqué comme celui ci-dessus, qui par un procédé insidieux, tend à mettre dans nos esprits, cette affirmation évidente :

"Cette initiative pour un autenthique service civil, on ne peut que la "couler" par un contre-projet, ou la refuser !"

Où est passée la démocratie ?

Je souhaite, quant à moi, et vous l'avez deviné, que cette proposition soit acceptée par le peuple pour que soit mis fin à cette dégradante violation des droits de l'homme en Suisse où l'on emprisonne encore des hommes qui mettent en accord leur façon d'agir avec leur conscience !

Jean-Luc

Publicité parue dans les quotidiens romands

Les choses à leur juste place

C'est une tendance actuellement assez répandue, dans certains cercles, que d'essayer de «culpabiliser» la population suisse. Un des récents produits de cette entreprise de culpabilisation consiste à faire croire à nos concitoyens que «l'image» de la Suisse serait mauvaise à l'étranger. Nous sommes naturellement les premiers à admettre que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes dans ce pays et que beaucoup de choses peuvent être améliorées, ce qui sera d'ailleurs éternellement le cas dans n'importe quel pays du monde. Mais des jugements globalement défavorables sur «l'image» de la Suisse à l'étranger ne tiennent pas compte de la réalité des faits. Une enquête faite récemment en Angleterre sur la question «Où souhaiteriez-vous vivre?» a donné comme résultat que la Suisse est le pays où le plus grand nombre d'Anglais, 22% des personnes consultées, souhaiterait vivre. Récemment, une campagne a été lancée, consistant à faire croire que «l'image» de la Suisse serait mauvaise dans les pays du tiers monde parce que notre pays serait le refuge de capitaux fugitifs venant des pays les plus pauvres. Dans le cadre d'un entretien qu'il a bien voulu accorder à notre rédaction, M. Philippe de Weck, Président du Conseil d'administration de l'Union de Banques Suisses, prend nettement position au sujet d'une série d'affirmations plutôt gratuites.



M. le Président, quelle est, selon vous, l'image de la Suisse dans les pays en développement?

Ph. de Weck: Certains milieux tentent de faire accroire à nos concitoyens que l'image de la Suisse à l'étranger, notamment dans les pays du tiers monde, serait mauvaise. Or, cela est absolument faux! J'en veux pour preuve un exemple basé non pas sur les banques, mais sur Nestlé. Personne n'ignore qu'une forte campagne a été déclenchée contre cette entreprise. En réalité, toutefois, jamais encore Nestlé n'a fait l'objet de critiques de la part d'un gouvernement d'un pays en développement. D'où proviennent alors ces attaques? Dans ces pays, de quelques personnes individuelles, mais surtout de certains milieux suisses. La population des pays en développement concernés n'a aucunement de la Suisse l'image qu'on donne chez nous. Nous pouvons dire, tout au plus, que le refus populaire d'accorder un crédit à l'AID (réd.: Association Internationale pour le Développement, institution fondée en 1960) a certainement porté atteinte ici ou là à notre prestige. Il convient néanmoins de préciser que les mêmes milieux qui prétendent aujourd'hui que nous aurions une mauvaise image à l'étranger s'étaient également prononcés, à l'époque, contre l'aide à l'AID. Leur responsabilité, à cet égard, est donc évidente. Quoi qu'il en soit, je m'inscris en faux contre l'affirmation selon laquelle notre image serait altérée à l'étranger ensuite du transfert de capitaux soi-disant en fuite.

Y a-t-il en Suisse des capitaux dits en fuite provenant de pays démunis et, si oui, quel est leur montant?

Ph. de Weck: Ces derniers temps, il est constamment argumenté, en Suisse, avec un chiffre publié par certains milieux, suivant lequel il y aurait en Suisse 23 milliards de francs de capitaux fugitifs. Seuls les lecteurs attentifs peuvent constater qu'une remarque, non contenue dans les titres, relativise d'entrée de cause cette déclaration fracassante: la moitié environ de ces soi-disant 23 milliards de francs de capitaux en fuite sont des fonds déposés en Suisse le plus légalement du monde par les banques des pays en voie de développement. Ces banques, essentiellement les banques nationales de ces pays, déposent une partie de leurs réserves en Suisse parce qu'elles ont confiance dans notre pays et que l'image de celui-ci est bonne. Il ne s'agit en aucune manière de capitaux fugitifs. Cette manière d'argumenter avec, en titre, un chiffre de 23 milliards de francs, et de le diminuer immédiatement par une petite note de la moitié n'est pas conforme à ce que doit être une information objective et ne donne pas confiance dans les documents présentés par des milieux politiques voulant prendre la défense du tiers monde.

Les choses justes à leur place

Lettre ouverte à l'Union de Banques Suisses

En date du 25 janvier 1978, vous avez inauguré une nouvelle forme de publicité en faisant paraître dans les principaux quotidiens suisses une pleine page intitulée « L'UBS informe : des faits et des opinions. La page économique de l'Union de Banques Suisses ». Voux y meniez une attaque virulente contre l'initiative bancaire en préparation, et contre la presse coupable, selon vous, de ne pas donner « une information objective lorsqu'on constate que même certains journaux de bon renom ont parfois mis en doute la (bonne) volonté des banques. Il faut espérer qu'un élargissement de l'information permettra désormais d'éviter de tels malentendus ».

Et pourtant, le malentendu, c'est vous qui le créez. En effet, vous disposez d'une page pleine dont la ressemblance avec les pages rédactionnelles est frappante : utilisation de cadres, de tableaux, de clichés. Si personne ne vous conteste le droit d'informer le public de vos activités, que penser des textes tendancieux, voire insultants, visant à discréditer les milieux qui luttent pour une politique conséquente de l'énergie ou pour plus de justice dans les rapports Suisse-tiers monde. Est-ce votre conception de « l'information objective » dont, par ailleurs, vous déplorez l'absence dans les journaux de « bon renom » ?

Pour quelle raison prenez-vous la défense de Motor Columbus ? Puisque vous voulez informer, que ne ditesvous les liens qui unissent l'UBS, Alusuisse et Motor Columbus et vos intérêts dans l'industrie nucléaire ? Quelle peut être la valeur de votre information si vous dissimulez sciemment les intérêts que vous avez dans les secteurs ou entreprises que vous défendez ?

* * *

Les partis, associations et personnalités soussignés élèvent une vive protestation à l'égard des méthodes de propagande que l'UBS utilise et souhaitent que le droit d'informer qu'ils vous reconnaissent vise à rendre plus transparentes vos multiples activités dans les divers secteurs de l'économie, en Suisse, comme à l'étranger.

Déclaration de Berne
H. GIOVANNINI
et M. CARERA

(Ndlr) — Cette lettre est notamment signée par vingt-sept partis, groupements, syndicats, associations et personnalités du monde socialiste.

La Suisse 17.3.78

- L'UBS a reçu en dépôt des dizaines de millions de francs (et probablement des centaines sur les comptes à numéros) de capitaux en fuite de la famille de l'ex-chah d'Iran.
- L'UBS participe régulièrement depuis plus de 15 ans au financement des grands emprunts lancés par l'Union Sud-Africaine, ce qui fortifie l'esprit d'apartheid.
- L'UBS a fourni le crédit à la Bolivie pour l'achat (et le payement comptant) de 12 avions Pilatus Porter PC-7. Montant : $ 5'017 millions. Intérêts : 7,75 %. Remboursement en 6 ans. (Source : Banco central de Bolivia).
- L'UBS participe au "plus grand crédit que les banques suisses aient jamais accordé à un pays latino-américain" : Frs : 200 millions. (M. Martinez de Hoz dans la NZZ du 14.11.80).

flash - flash - flash



L'initiative «0,7» est lancée à Genève

0,7% du revenu cantonal pour l'aide aux pays en développement

Un comité d'initiative a lancé hier à Genève l'initiative populaire cantonale «0,7» pour la création d'un fonds cantonal d'aide au développement. Elle se propose d'inclure dans la Constitution genevoise un nouveau titre XIII A intitulé «Aide publique au développement». Elle prévoit la création d'un fonds cantonal pour la coopération internationale au développement, qui sera doté chaque année d'un montant égal à 0,7% du revenu national du canton (dont serait déduite la part dévolue à la coopération au développement par la Confédération, ainsi que celle des communes).

L'aide genevoise serait affectée à des projets de coopération technique concrets et bien précis, votés par le Grand Conseil et contrôlés par le Conseil d'Etat. Le Grand Conseil serait habilité à réduire le taux de l'aide à 0,6% en cas de chômage accru (plus 0,5%), ou si une région de la Suisse était particulièrement défavorisée. La mise en place de l'initiative «0,7» s'effectuerait graduellement sur une période de dix ans et son application pourrait être suspendue en cas de crise grave, économique ou politique.

Le comité de lancement est composé de six personnes, soit Pierre-Olivier Vallotton, ex-président et secrétaire de l'Alliance des Indépendants, Jean-François Mabut, président de la jeunesse PDC suisse, François Brutsch, député socialiste, Andrès et Camille Bickel et Patrick Gattlen. Quant au comité de soutien, il regroupe de nombreuses personnalités politiques dont la libérale Monique Bauer-Lagier, les PDC René Emmenegger et Pierre Milleret, les radicaux Gilles Petitpierre, Guy-Olivier Segond et Simone Martin, les socialistes Jean Ziegler, Grobet, Longet, le professeur Gilbert Etienne, etc., ainsi que 21 organisations dont les commissions Tiers Monde des Eglises, l'Institut de la Vie, la Ligue suisse des Droits de l'homme, etc.

120 francs par année

Selon ses initiants, l'effort supplémentaire consenti au bout de la période transitoire de dix ans par un contribuable qui paye déjà un impôt de 10 000 francs ne serait que de 120 francs... et encore dans l'hypothèse la plus noire, c'est-à-dire au cas où la Confédération n'augmenterait pas son aide au développement qui est actuellement de 0,2% du PNB. Dans la situation actuelle, l'effort cantonal (soit 0,7%, moins 0,2% de la Confédération) équivaudrait à 40 à 50 millions de francs par année.

Les initiants rappellent aussi le crédit à l'IDA avait reçu en 1976 l'appui de 58,4% des électeurs genevois et qu'en tout état de cause, si l'on désire la paix avec le reste du monde, il vaut mieux prévenir que guérir.

Journal GE début avril 80

Fbu

Femmes au travail : plus d'un tiers de la main-d'œuvre mondiale

Selon une estimation du Bureau international du travail (BIT) les femmes représentent, à l'heure actuelle, plus d'un tiers de la main-d'œuvre mondiale. En 1950, elles étaient 344 millions à participer à une activité économique, en 1975, près de 600 millions et elles devraient être près de 900 millions vers l'an 2000.

Une travailleuse sur quatre est Chinoise. De leur côté, l'Inde, l'Union soviétique et les Etats-Unis disposent de plus de 30 pour cent de toute la main-d'œuvre féminine. Si, en Amérique latine, les femmes ne représentaient, en 1975, que 22,3 pour cent de la main-d'œuvre totale, elles formaient, en revanche, en URSS, la moitié — soit 49,7 pour cent — de la main-d'œuvre.

Secteurs d'activités et tranches d'âge

Deux cent huitante-sept millions de travailleuses tirent leur revenu de l'agriculture et 147 millions du secteur des services, précise encore le BIT qui s'appuie surtout sur une vaste étude statistique faite en 1975. Cette année-là, la main-d'œuvre mondiale comprenait quelque 35 millions de jeunes de 10 à 14 ans, dont 22 millions de fillettes ; près de 80 pour cent de ces jeunes travailleuses étaient employées en Asie, 16 pour cent en Afrique et moins de 4 pour cent en Amérique latine. En Amérique du Nord, en Europe et en URSS, sur 500 travailleuses, on n'en comptait, en moyenne, qu'une seule de moins de 15 ans.

Vers une égalité

Dans les deux tiers des 80 pays étudiés par le BIT, les femmes constituaient, il y a cinq ans, entre la moitié et 80 pour cent de l'effectif total des travailleurs des services. Mais moins de 5 femmes sur 1000 occupaient un poste de directeur ou de cadre administratif supérieur dans environ la moitié du pays.

Plusieurs instruments juridiques internationaux ont déjà été adoptés en faveur des femmes au travail. Cette année, au mois de juin, à Genève, la conférence internationale traitera de l'égalité de chances et de traitement « pour les travailleurs ayant des responsabilités familiales ». Il s'agira d'une première discussion en vue de l'adoption éventuelle, en 1981, d'un instrument international en faveur de cette catégorie de travailleurs « dont les hommes ne sont pas exclus, mais qui intéresse d'abord et avant tout les femmes ! » — (ats)

14.4.80

Exportation de matériel militaire suisse

Edmond Kaiser questionne le Conseil fédéral

Le patron de Terre des hommes vient d'adresser une nouvelle lettre au Conseil fédéral. Edmond Kaiser y fait part de ses inquiétudes à propos d'éventuelles ventes de matériel militaire suisse à l'étranger. Voici le texte de cette lettre :

Excellences,

Nous vivions au soleil d'une bribe d'ombre d'honneur : nous, au moins, peuple suisse, notre gouvernement ne vend pas d'armes. Nous avons nos truands exportateurs du massacre des autres, mais pas notre gouvernement. Jamais. Ce sont là nos élus, mandataires et dépositaires de notre propreté. Toutefois, j'ai lieu de vous poser quelques questions. Que chacun sache et se réveille.

Oui ou non, le gouvernement suisse a-t-il vendu, à l'étranger, du matériel de guerre suisse ?

1. A quelles fins ?
2. Quelles armes ?
3. A qui ?
4. Depuis quand ?
5. A ce jour, quel est le chiffre d'affaires ainsi réalisé ?
6. Souverain, le peuple suisse le sait-il ? L'a-t-on appelé à se prononcer sur la valeur morale et le caractère de haute neutralité de ce négoce national à vocation internationale ?

Dans l'attente d'informations aussi précieuses que complètes, je vous prie d'agréer, Excellences, l'assurance de mes sentiments respectueusement cordiaux. — TLM 14.4.80

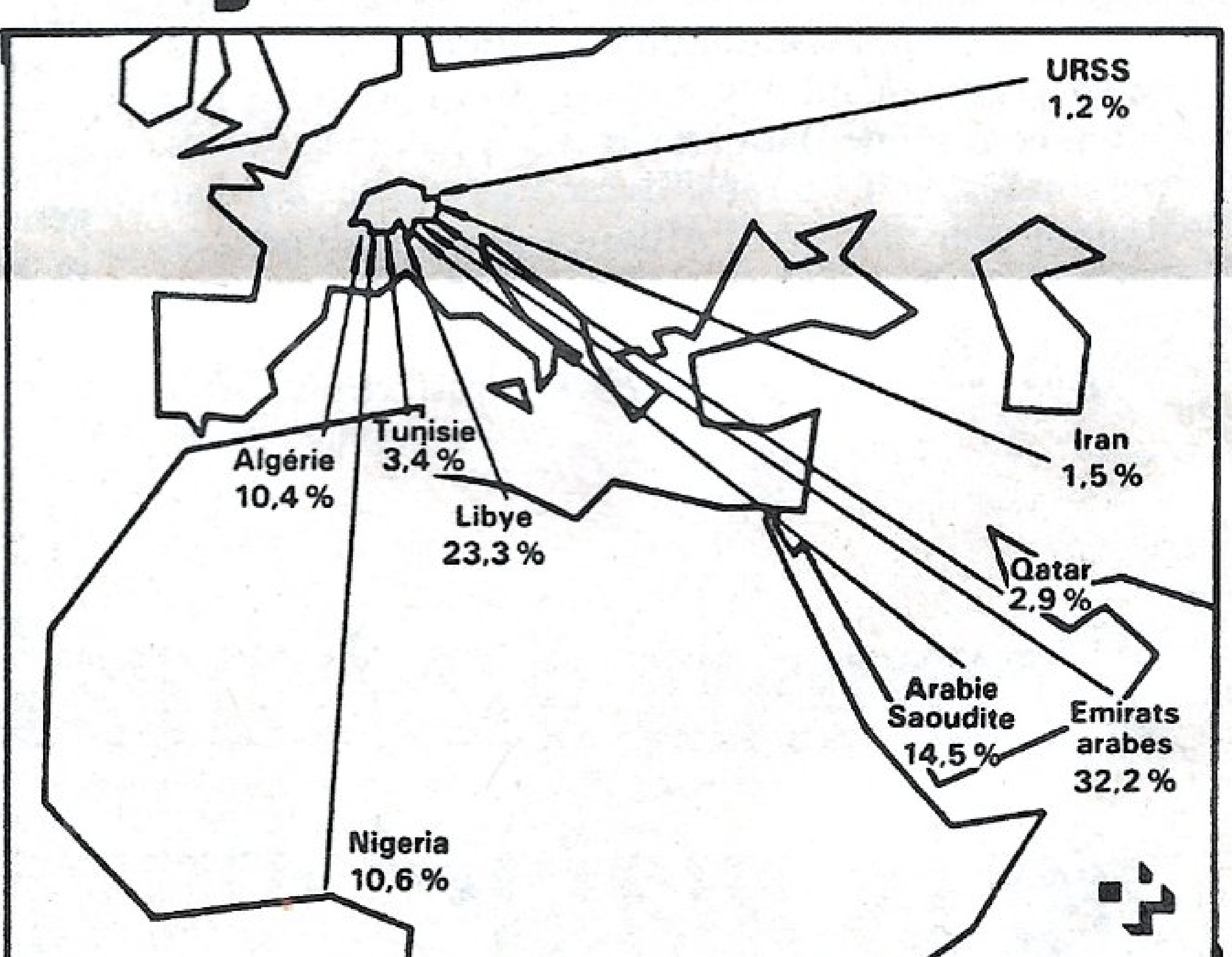
UNE FEMME NOMMEE A LA PRESIDENCE DE LA SSR-JURA

Forte de 456 membres, la Société cantonale de télévision et de radio, la SRT (JU), s'est constituée vendredi soir à Delémont en présence de 243 personnes conduites par M. Joseph Boinay, chancelier d'Etat, président du groupe de travail. L'assemblée a examiné les statuts de la nouvelle société. Elle a notamment renforcé les prérogatives de l'assemblée générale face au comité qui a été porté de 15 à 21 membres. La cooptation de certains membres prévue dans le projet de statuts a été supprimée par l'assemblée.

Après avoir adopté ses statuts, l'assemblée constitutive de la SRT (JU) a procédé à l'élection de son président. C'est Mme Simone Bouillaud-Courbaz, 34 ans, enseignante au Noirmont qui a été élue par 135 voix contre 101 au poète Alexandre Voisard, chargé des affaires culturelles à l'Etat jurassien. (ancienne FSF) (ATS)

PÉTROLE : D'OÙ VIENT NOTRE BRUT ?

Le Moyen-Orient toujours en tête



En 1979, 51,1% du pétrole brut acheté par la Suisse venaient du Moyen-Orient (1978 : 51,3%) et 47,7% (42,4%) d'Afrique. Selon le Forum suisse de l'énergie, ces chiffres témoignent du « caractère unilatéral » de notre approvisionnement. Notons toutefois que le brut, c'est-à-dire le pétrole raffiné en Suisse, ne représente que le tiers de notre consommation totale. Les deux autres tiers sont fournis par les compagnies pétrolières.

Par rapport à l'année précédente, on enregistre des déplacements sensibles d'un fournisseur de brut à l'autre. C'est ainsi que la défection de l'Iran (1,5% contre 12,5% en 1978) a été largement compensée par l'Arabie séoudite (14,5% contre 3,8% en 1978). La part de l'Algérie a également fortement augmenté, passant de 3,3% à 10,4%.

Pour la première fois, la Tunisie, qui n'est pas membre de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), a fourni du pétrole à la Suisse en 1979. Enfin, la part de l'URSS a sensiblement diminué : elle ne représente plus que 1,2% en 1979, contre 6,3% en 1978.

TLM 17.4.80 J.-C. R.

LA RHODESIE A VECU

VIVE LE ZIMBABWE

L'empire britannique en Afrique a vécu. Jeudi soir, à minuit, la Rhodésie, qui tenait son nom d'un des pionniers de la poussée britannique en Afrique, Cecil Rhodes, est devenue le Zimbabwe, le nom d'une ancienne civilisation africaine qui a laissé des vestiges impressionnants dans le centre du pays. Dans une capitale, Salisbury, pavoisée aux couleurs du nouveau drapeau rouge, vert, jaune et noir, le prince Charles d'Angleterre a remis officiellement le pouvoir à Robert Mugabe. — TLM 17.4.80

● **GENÈVE.** – Les cigarettes exportées vers les pays en voie de développement contiennent jusqu'à quatre fois la teneur en goudron des cigarettes vendues dans les pays occidentaux, révèle un rapport de l'Office mondial de la santé. Impartial 13.3.80

« Mes jeunes gens ne travailleront jamais. Les hommes qui travaillent ne peuvent rêver. Et la sagesse nous vient des rêves. »

Smohalla, fondateur de la religion des rêveurs.

Le pape à Turin stigmatise la violence

Venu hier à Turin se recueillir devant le Saint-Suaire, le pape a stigmatisé la violence et mis en garde contre les progrès matériels. « Ils tuent dans les maisons, dans les bureaux, à l'université. Des hommes munis d'armes modernes tuent l'homme innocent et sans défense. Il y a toujours eu des incidents de ce genre, mais aujourd'hui ils sont devenus système », a déclaré le souverain pontife, qui s'adressait à 30 000 personnes rassemblées devant la cathédrale de la capitale italienne de l'automobile.

A chacune de ses haltes, le pape a repris ce qui est l'un de ses thèmes favoris : les dangers d'une consommation facile. « Beaucoup de jeunes suivent le mirage trompeur de la mode du moment ou se laissent emporter par la fascination ténébreuse de la violence », a-t-il dit.

« Nous vivons à une époque de gigantesques progrès matériels. Mais c'est aussi l'époque d'une gigantesque négation de Dieu... Le progrès cache un gigantesque potentiel de mort... Ainsi, l'homme contemporain a peur. Il a peur des superpuissances qui disposent de ces arsenaux et les autres ont peur : continents, nations, cités... Cette peur est justifiée. »

Jean Paul II s'est posé la question de savoir si « ces terribles camps de la mort, dont tant de nos contemporains portent encore les traces sur leur corps », étaient l'annonce « du début de la mort gigantesque et programmée de l'homme ».

Le pape, qui avait renoncé à une imposante escorte de police pour se déplacer en jeep blanche découverte à travers la foule, avait été accueilli par le maire communiste de la ville, M. Diego Novelli.

« La violence aveugle a barbarement mis fin à des existences au cours de l'année écoulée, lui a dit ce dernier. Turin n'a pas capitulé... Votre visite peut faciliter les problèmes auxquels nous sommes confrontés. » — (ap) 14.4.80

L'assassinat de l'archevêque des pauvres

Les pauvres, Mgr Oscar Arnulfo Romero, archevêque de San Salvador, était leur ultime recours, son église leur refuge, sa chaire la tribune de leur révolte. Dimanche 23 mars, dans son dernier sermon, il avait ordonné au pouvoir, « au nom de Dieu », de cesser la répression et adjuré les soldats de ne plus « obéir à aucun ordre de tuer ».



Mgr Oscar Arnulfo Romero, abattu par quatre tueurs.

Lundi 24 mars, Mgr Romero a été abattu par quatre tueurs dans la chapelle de l'hôpital de la Sainte-Providence, où, comme chaque après-midi, il célébrait la messe pour les plus abandonnés.

L'an dernier, son nom avait été cité pour le Nobel. Cet ecclésiastique d'humble origine, modeste et doux, avait longtemps passé pour un modéré. Réputation rassurante qui lui avait valu, en 1977, de devenir, à 60 ans, le chef de l'Eglise salvadorienne. La violence ambiante fera de lui un prélat de combat. « L'ayatollah Romero », diront ses détracteurs. « La voix des sans-voix », diront ses admirateurs. Sa popularité dépassait les limites du minuscule Etat du Salvador. Mais, confiait la semaine dernière Mgr Romero, « il y a aussi, dans ce pays, bien des gens qui voudraient me voir mort ».

L'EXPRESS - 5 AVRIL 1980

LUIS ESPINAL, UN JESUITE BOLIVIEN ASSASSINE A LA PAZ

Le 22 mars 1980, le directeur du plus grand hebdomadaire du pays, "Aqui", a été retrouvé assassiné dans un quartier populaire de la Paz, la capitale de facto de la Bolivie. Le cadavre du fameux Jésuite portait des marques de torture, il était criblé de balles. Cet assassinat politique est le premier depuis le coup d'état avorté de Natusch Busch en novembre 1979. Lucho Espinal avait 48 ans, il était né en Catalogne. Vivant en Bolivie depuis de nombreuses années, il avait obtenu la nationalité de son pays d'adoption. Il s'était d'abord fait connaître comme critique de cinéma au journal catholique "Presencia" et comme collaborateur du célèbre cinéaste Jorge Sanjinés. Pendant la dictature de Banzer, Lucho Espinal lutta pour la liberté de presse dans la Commission "Justice et Paix" et lorsque celle-ci fut dissoute sous la pression du dictateur, dans l'Assemblée permanente des Droits de l'Homme de Bolivie, dont il fut le secrétaire de presse, il prit une part très active à la grève de la faim qui marqua le début de la chute du régime de Banzer, au début 1978.

Lorsque des démocrates proches de l'Eglise catholique, de la COB (Centrale ouvrière Bolivienne) et de l'Assemblée des Droits de l'Homme décidèrent de lancer un hebdomadaire indépendant, ils firent appel au journaliste jésuite qui en devint le premier directeur. "Aqui" se distingua dès ses premiers numéros par une position intransigeante de défense des droits de l'homme. L'hebdomadaire - pratiquement le seul organe de presse de l'opposition au régime militaire - publia toutes les accusations portées par divers milieux contre le général Hugo Banzer Suarez dans le "jugement de responsabilité" que le nouveau parlement lui a intenté. Il est évident qu'à travers Luis Espinal, S.J - qui avait reçu plusieurs menaces de mort récemment - on visait toute la rédaction du journal et même le mouvement de démocratisation en route dans le pays. Cet assassinat suit l'attentat à la bombe qui avait détruit les locaux de l'hebdomadaire au début de février. L'extrême droite bolivienne a établi une liste noire de 300 noms, dont Luis Espinal était le premier. Sa mort a provoqué un évènement unique en Bolivie. Il a uni la gauche et la droite dans la condamnation énergique du forfait et l'exigence d'une enquête immédiate et claire pour en découvrir les auteurs.

i3m

FORMATION A LA NON-VIOLENCE

- semaine de formation à la non-violence dans le magnifique cadre du Louverain (Jura Neuchâtelois)

DU 14 AU 19 JUILLET 1980

- avec la participation de JEAN-MARIE MULLER (du MAN), qui y donnera notamment une conférence publique le 15 juillet à 20 h., sur le thème : DISSIDENCE ET NON-VIOLENCE.

- Animation : Le Louverain et Groupe non-violent de Neuchâtel.

Information détaillée et inscription : Le Louverain

Le Louverain, 2206 LES GENEVEYS SUR COFRANE - tél 038 57'16'66.

retours : *Jürg et Verena SCHERTENLEIB + Barbara + Francesca*
Adresse : Thunstrasse 20 - 3125 TOFFEN

naissances : *Viviane JATON - fille de Marc et Jacqueline, à JONGNY*

: *Manuela SANTINI - fille de Bruno et Hanny*

* * *

"Que nos yeux s'ouvrent. Que nous commencions tout de suite à dépasser nos égoïsmes, à sortir de nous-mêmes et à nous consacrer, une fois pour toutes, quels que soient les sacrifices, à la lutte non violente pour un monde plus juste et plus humain.

Ne laissons pas la décision pour demain, commençons aujourd'hui, maintenant, intelligemment, fermement.

Regardons autour de nous et sachons voir les frères et les soeurs qui sont marqués de la même vocation que nous pour renoncer au confort et rejoindre tous ceux qui ont faim de vérité et qui ont juré de donner leur vie à la construction de la paix par la justice et l'amour.

Ne perdons pas notre temps à discuter pour savoir qui commandera. L'important pour nous est de nous unir et d'avancer, en nous rappelant que le temps travaille contre nous.

Donnons le meilleur de nous-mêmes à la double tâche de la pression morale libératrice jusqu'à ce qu'elle provoque les indispensables changements de structures :

- recueillons, sans mesurer notre peine et en donnant libre cours à notre imagination créatrice, les données et les informations sur les situations d'injustice que nous voulons changer;

- diffusons, par tous les moyens raisonnables et justes, ces données et informations avérées, capables de résister aux critiques honnêtes et d'ébranler la conscience de tous ceux qui sont droits et qui aiment la justice.

En tout cela, restons capables du maximum de fermeté, sans tomber dans la haine, et du maximum de compréhension, sans tomber dans la connivence avec le mal."

Tiré du Livre "LE DESERT EST FERTILE"

de DOM HELDER CAMARA

MELBOURNE 1980 :

Conférence mondiale missionnaire

«QUE TON REGNE VIENNE !»

Est-ce encore une de ces rencontres réservées à l'élite oecuménique ? Loin de là ! Les expériences passées ont servi. "Lorsque nous entreprenons une réflexion théologique à Genève, nous avons la tentation de conceptualiser, d'universaliser. Or nous savons que pour faire de la théologie, aujourd'hui, nous devons nous plonger dans les conflits et les luttes de nos communautés et chercher les signes du royaume présent au coeur de ces conflits. (...) C'est pourquoi votre réflexion critique sur ces thèmes, à partir de votre contexte missionnaire, nous est indispensable, car elle nous sert de correctif". (Conseil oecuménique des Eglises C.O.E.). Nous voilà donc tous interpellés, que nous soyons coopérant, militant, simple lecteur ou paroissien.

A plus forte raison une conférence oecuménique est portée par la base quand elle est missionnaire, car - contrairement à d'autres programmes du C.O.E. - la mission est un mouvement qui existait avant lui, qui lui a même donné naissance. Il y a 70 ans exatement, se tenait à Edimbourg, la première grande conférence oecuménique. Depuis lors, de nouvelles conférences mondiales missionnaires ont eu lieu, notamment à Mexico en 1963 et à Bangkok en 1972/1973. La rencontre de Melbourne (Australie) est donc un maillon de cette chaîne, qui depuis le XIXe siècle relie tous ceux qui, sur le terrain, portent le souci de la propagation de l'Evangile et veulent être des signes du Royaume.

Du 12 au 25 mai, 400 participants, venus en majorité du Tiers Monde, vont donc actualiser cette demande du Notre Père "Que ton règne vienne". Rassemblés dans un pays qui réunit plusieurs des contradictions du monde contemporain, ils voudront jeter un peu plus de lumière sur ce thème apparemment traditionnel en l'étudiant et en le concrétisant sous quatre aspects :

- le royaume est venu dans le roi crucifié,
- le royaume et les pauvres,
- le royaume et les luttes de l'histoire,
- l'annonce de la bonne nouvelle du royaume.

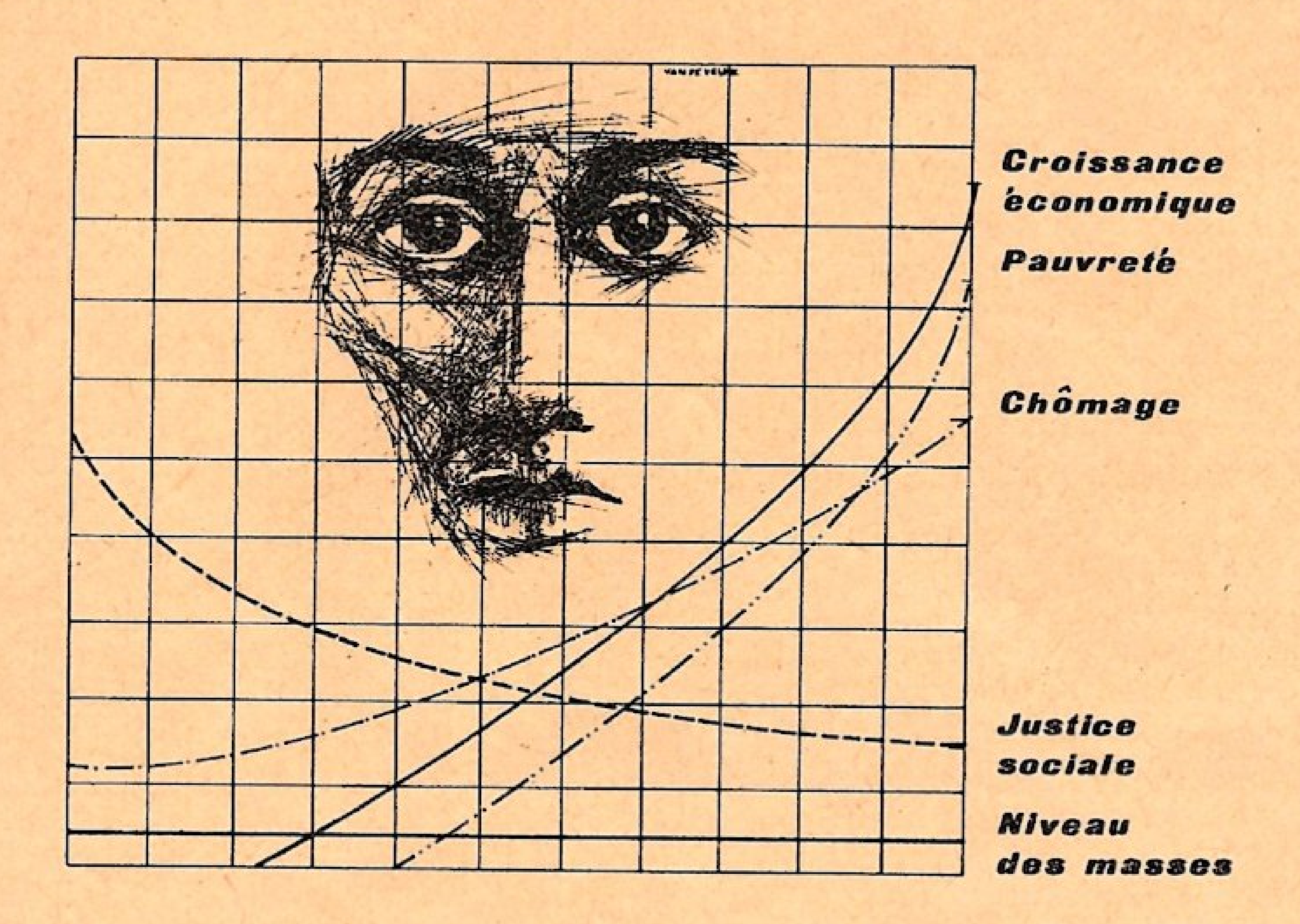


L'espérance du Règne de Dieu est l'espérance de la nouvelle création, d'un monde nouveau dans lequel prédominent des relations justes entre toute l'humanité et Dieu, entre les communautés humaines et entre l'humanité et la nature.

UNE EGLISE EN EFFERVESCENCE

Celui qui observe certaines paroisses somnolentes d'Europe a de la peine à s'imaginer que l'Eglise est en marche en maints lieux du monde. Il existe actuellement un courant massif d'Eglises et de communautés indigènes dont les membres et les dirigeants locaux forment les principaux acteurs du sacerdoce universel. Au cours de ces dernières décennies, le nombre des Pentecôtistes a augmenté énormément en Amérique Latine ; actuellement, ils représentent 80 % de la population protestante, qui dans sa totalité croît rapidement. Les Eglises indépendantes continuent de se répandre et de se multiplier en Afrique. Elles ont créé pas moins de 7'000 nouvelles confessions, formant un mouvement populaire avec un "leadership" charismatique. Les grandes Eglises historiques semblent également se développer de manière dynamique en proportion inverse du degré de formation universitaire et professionnelle de leurs dirigeants. L'exemple le plus frappant est peut-être celui de l'Eglise catholique, dans laquelle les communautés de base ont proliféré de manière surprenante en Amérique Latine et ailleurs. Rien qu'au Brésil, on en compterait 80'000 ! Elles se réunissent pour réfléchir à partir de l'Evangile, partager des préoccupations communes et lutter pour les droits de l'homme. C'est ce mouvement profond qui a amené les évêques latino-américains à définir à Puebla cette "option préférentielle pour les pauvres" qui a déjà conduit tant de chrétiens au martyre,(dont l'exemple le plus récent est l'archevêque de San Salvador, Oscar Romero).

On se souvient de la définition du Pape Paul VI : "le nouveau nom de la paix, c'est le développement". Après deux décennies du développement semées de déboires, qui y croit encore ? Le mot de développement est sujet à caution, car il a souvent été réduit à un schéma qui renforce les ./..





formes de dépendance existantes, en faisant croire que les groupes et les nations les plus pauvres n'avaient qu'à rejoindre les plus riches, alors qu'en réalité le fossé qui les sépare ne fait que s'élargir. Un consensus se dessine pour affirmer qu'un développement authentique doit venir du peuple, être pour lui et mis en oeuvre par lui. Ce processus peut commencer en cent lieux différents : amélioration de l'agriculture, projets d'énergie alternative, lutte écologique, technologie intermédiaire, coopératives de crédit, occupations de terres, petites industries, centres sanitaires basés sur la médecine préventive, groupes d'étude biblique, luttes de quartier, etc. Le plus important n'est pas le point de démarrage, mais la prise de conscience du peuple qui commence à changer son monde et à prendre un engagement croissant pour le bien-être de la communauté.

Il va de soi que toute la pratique missionnaire traditionnelle (dans le sens unique Europe-Tiers Monde) est remise en question dans un tel contexte. Tous ceux qui travaillent à la base, et non seulement les délégués de celle-ci en Australie, sont au travail pour redéfinir dans la pratique et la réflexion, la nouvelle orientation de la mission et de l'évangélisation, sous quelque latitude que ce soit.

Les conclusions auxquelles parviendront les communautés ont toutes les chances d'être très différentes suivant leur contexte social.

LIBERATION ?...

.... par les pauvres ....

Un des porte-parole des déshérités cités dans les documents préparatoires à Melbourne est le Péruvien Gustavo GUTIERREZ, "le théologien de la libération" par excellence :

"L'Evangile proclame la libération en Jésus-Christ, une libération qui abolit toute injustice et toute exploitation et apporte l'amitié et l'amour. Je n'entends pas ici la libération "spirituelle", si chère encore à certains milieux chrétiens. La faim et l'injustice ne sont pas seulement des problèmes économiques et sociaux, mais des problèmes humains qui remettent en cause le fondement même de notre foi chrétienne.

(...)

Dans une société où les classes sociales se heurtent les unes aux autres, on est fidèle à Dieu lorsqu'on se range aux côtés des pauvres, des classes laborieuses, des races méprisées, des cultures marginales. C'est de là qu'on peut vivre et proclamer l'Evangile. Le proclamer aux opprimés, ce sera leur montrer que leur condition va à l'encontre de la volonté divine qui s'exprime au travers d'évènements libérateurs, et les aider à comprendre l'ignoble injustice de leur situation.
Pour relire l'histoire du point de vue des pauvres, des exploités et de leur combat pour la liberté, il faut une Eglise populaire, une Eglise surgie du peuple, d'un peuple qui arrache l'Evangile des mains des grands de ce monde, afin qu'ils ne puissent plus s'en servir pour justifier une situation contraire à la volonté libératrice de Dieu.

(...)

Peut-être, faut-il aller plus loin encore et dire que la prédication de l'Evangile ne sera vraiment libératrice que lorsque les pauvres eux-mêmes en seront les prédicateurs. Il est évident que la proclamation de l'Evangile sera alors une pierre d'achoppement ; ce sera un Evangile "inadmissible pour la société" et qui s'exprimera en langage populaire. C'est ainsi que le Seigneur nous parlera. Et ce n'est qu'en écoutant cette voix que nous le reconnaîtrons pour Sauveur.

(...)

La faim et l'exploitation croissantes (notamment dans les pays les plus pauvres), l'emprisonnement (les arrestations politiques sur tout le sous-continent, les évêques réunis à Riobamba), la torture et la mort (celle des paysans du Honduras, des prêtres Argentins) tel est le prix à payer lorsqu'on se révolte contre une oppression séculaire et qu'on prend conscience de ce qu'implique véritablement aujourd'hui le sens du mot "Eglise" et d'un engagement chrétien.

A l'Eglise de montrer, par la manière dont elle répondra à ce défi, qu'elle est fidèle à sa tradition authentique, et partant, au Seigneur "qui fait triompher la justice et le droit".

.... des riches ....

C'est à un Européen, Conrad BOERMA, que nous laissons le soin de nous poser des questions critiques :

"Justice", "solidarité", "spiritualité", tels sont les mots qui résument l'opposition biblique à la pauvreté. Peut-on encore les utiliser aujourd'hui ? Avant de se le demander, il convient de se poser une question personnelle beaucoup plus grave : Les riches peuvent-ils être des instruments de salut ? La réponse est non.

Les riches ne peuvent ni être sauvés, ni apporter le salut. Cela doit être laissé aux pauvres. La conception fondamentale de la Bible en la matière ne laisse aucun doute. Dans un monde où la justice n'est plus et où l'alliance entre les hommes s'est rompue, les riches ne peuvent à la fois garder leurs richesses et se présenter comme les artisans d'un monde meilleur. Il n'y a pas dans le salut du Royaume nouveau de part qui leur soit réservée. Pourquoi y en aurait-il une ? Ils ont déjà eu leur récompense.

Il n'est pas question ici des richesses en général, et je ne veux pas dire qu'il soit mauvais en soi d'être riche et prospère. La Bible n'interdit pas qu'on jouisse des bonnes choses de la terre. Mais lorsque certains sont riches parce que d'autres sont pauvres, lorsque quelques-uns ont acquis leur prospérité aux dépens d'autres, comment est-il possible qu'un riche soit sauvé ? Ses richesses font obstacle à son salut. Elles menacent de lui dérober et son âme et son salut. Comment l'injustice pourrait-elle attirer sur celui qui la commet les bénédictions du ciel ?

Il y a plusieurs explications à la différence des revenus dans le monde. L'une des causes tient indéniablement à l'attitude des pays riches. C'est à cause de nos règles commerciales, de notre consommation de matières premières, de nos prix et de notre pouvoir que la plus grande partie des ressources du monde profitent à ceux qui sont déjà riches et non à ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire aux peuples des pays de développement Et ce qui est vrai des relations extérieures l'est aussi à l'intérieur d'une même société.

(...)

Les pauvres de nos pays sont riches par rapport aux pauvres des pays de développement. La richesse relative dont ils jouissent ici provient en partie de l'oppression de pauvres ailleurs. L'argent que les sociétés multinationales apportent dans nos pays contribue aussi à la prospérité générale. En conséquence, les opprimés d'ici sont les exploiteurs ailleurs.

Nous sommes tous coupables, certains plus que d'autres. La seule solution consiste à éliminer toute forme d'exploitation".

Il y a dans les Eglises des milieux qui ont délibérément choisi de travailler <u>avec</u> les pauvres et qui affirment que, ce faisant, ils "redécouvrent l'Evangile" en partageant la vie, les espoirs et les luttes des pauvres. Cette expérience ne leur permet pas seulement de dire que les pauvres reçoivent l'Evangile, mais encore qu'ils sont les vrais évangélistes de notre temps.



Photo CIRIC

Dans les conflits ouverts ou larvés qui se déroulent en de nombreux endroits du monde, l'Eglise est du côté des opprimés, non pas parce qu'elle serait "de gauche", "subversive" ou "crypto-communiste", mais parce qu'elle s'identifie avec la lutte des pauvres pour leur libération par fidélité à l'Evangile.

Dossier préparé par Anne-Marie SAUTER et Théodore BUSS

La paroisse catholique du Sacré-Cœur de Bâle-Ville cherche

secrétaire-comptable

de langue française, ayant de bonnes connaissances d'allemand. Le **poste exige** une personne de confiance, apte à assurer de façon indépendante les travaux de secrétariat et de comptabilité, ayant un sens de l'accueil et un intérêt pour la vie paroissiale. Un cahier des charges est à disposition auprès des prêtres de la paroisse.

Entrée en fonction : début juin ou date à convenir.

Conditions d'engagement : selon contrat et barème de salaire de l'Eglise catholique de Bâle-Ville, caisse de retraite.

Offres de service : à adresser avec curriculum vitae à M. Paul Dubey, président, Hirzbodenweg 10, 4052 Bâle

retour au pays:

- *Georges GOBET, de Ruyigi, au Burundi, qui durant près de trois ans a mis ses talents au service d'artisans soudeurs, électriciens et mécaniciens. Il a su donner l'autonomie et la responsabilité à une équipe de soudeurs du pays ; former et accompagner les autres artisans.*

  Son adresse actuelle : 1681 MASSONENS

****

naissances

* *Laurane et Sabine, le 2 avril 1980, au foyer de Francine et Etienne CATTIN-SCHALLER - 2801 MONTSEVELIER*

****

décès

- *Mme Léona BECKMANN-VONCKEN, le 10 mars 1980, maman de Denise BECKMANN Cité Radieuse, 1111 ECHICHENS*

- *Mme Pierre PATTARONI-VIONNET, le 27 mars 1980, maman de Bernard PATTARONI-VANNAY, 1891 VIONNAZ*

Bienvenue aux nouveaux permanents de Frères sans frontières !



Marie-Françoise et Bernard BAVAUD sont arrivés du Brésil dimanche 13 avril 1980, pour prendre la relève à FSF.

Depuis mars 1974, ils habitaient Crateus, Etat du Ceara, dans le Nordeste brésilien et travaillaient en lien étroit avec Mgr. Fragoso, évêque du diocèse.

Ils ont trois filles : Sarah, 5 ans - Anne, 3 ans et Marie née le 13 septembre dernier.

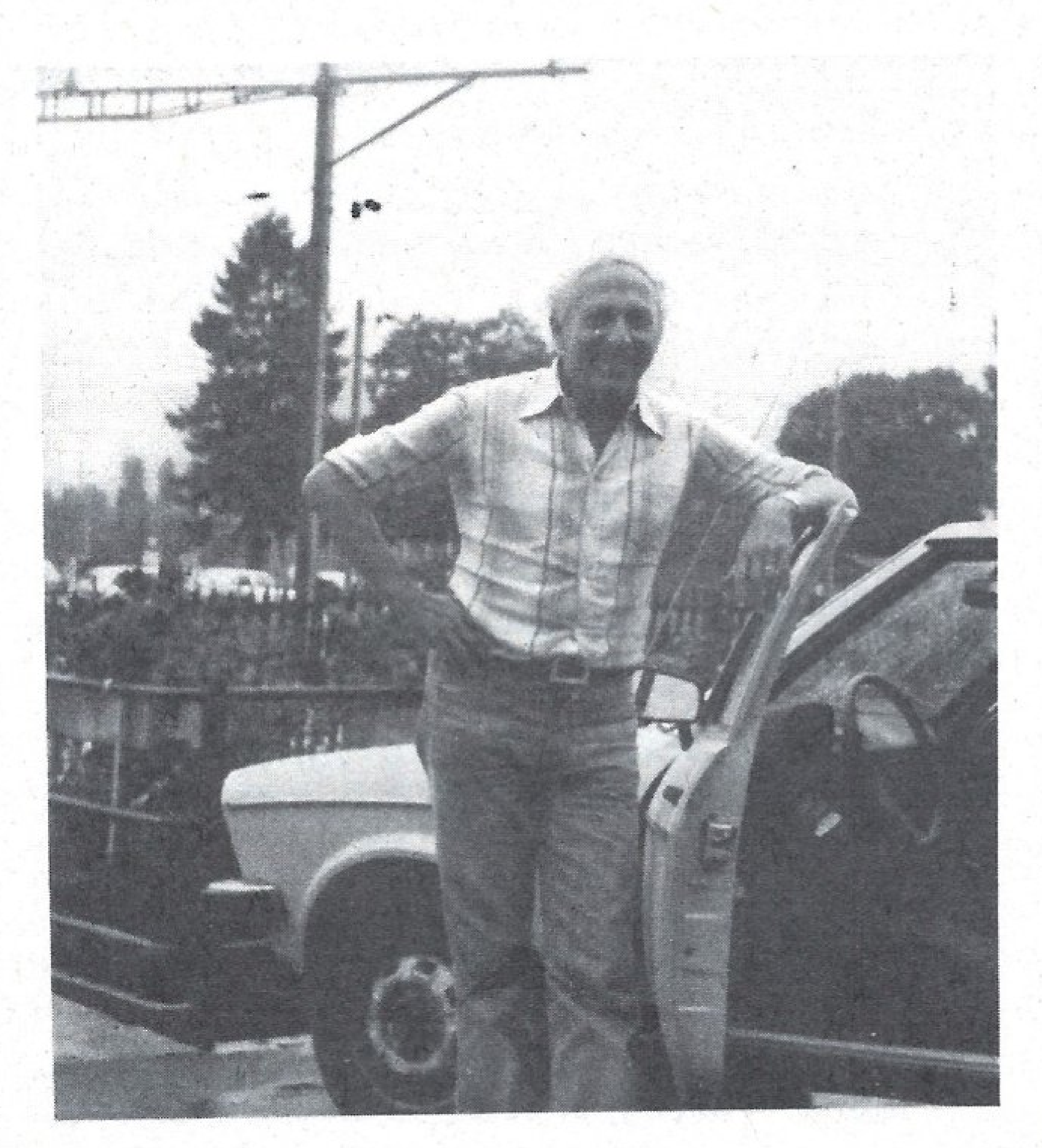
Volontaires de Frères sans frontières, ils exerçaient à Crateus, leur profession de menuisier, d'enseignante et sage-femme. Ils partageaient les réunions de responsables de quartiers, suscitaient la construction de maisons populaires, de jardins potagers, la mise en route d'animateurs de santé, sans parler du travail d'accompagnement dans le milieu des prostituées. En bref, ils partageaient l'espérance des plus pauvres, dont ils connaissent les aspirations et les difficultés. Ils participaient à l'orientation pastorale donnée par le diocèse, résolument du côté des pauvres, au nom de l'Evangile libérateur. Ils étaient très heureux au Brésil. Pourquoi ? Ecoutons-les :

- *Sans doute parce qu'au milieu d'une misère terrible, nous avons rencontré des hommes et des femmes debout, qui savent dire non à la fatalité et non à l'oppression.*
- *Sans doute, parce que ces hommes et ces femmes croient, de par leur vie, à la puissance libératrice de l'Evangile.*
- *Sans doute aussi à cause de l'hospitalité des pauvres qui nous ouvrent leur porte et leur coeur s'ils sentent que nous comprenons le sens de leur lutte.*
- *Et parce que deux prêtres témoignent de manière spéciale, simple et pauvre, de l'engagement concret de l'Eglise avec les opprimés : l'évêque du lieu : Dom Antonio Fragoso et le Père Frédy Kunz, auteur de "L'ânesse de Balaam".*

En travaillant tous les deux désormais à Frères sans frontières, Bernard et Marie-Françoise resteront unis à ceux qu'ils ont quittés. Et c'est précisément ce qui les a aidés à franchir l'océan, ils resteront "solidaires d'eux tous, de leur christianisme vivant et de leurs luttes pour une authentique libération".

Les responsables de FSF sont dans la joie de pouvoir compter sur l'expérience, le dynamisme, la compétence de leurs nouveaux permanents. Ils sauront assurer au mouvement une vivifiante impulsion et une bénéfique revitalisation. Qu'ils se sentent accueillis par notre chaleur fraternelle !

Paul nous quitte...



Mais oui ! C'est bien vrai !

Paul quitte le secrétariat de Frères sans frontières.

Combien sommes-nous à avoir peine à nous faire à cette idée, car pendant treize ans, Paul a incarné le secrétariat F.S.F. Le coeur et le dynamisme du mouvement, c'était lui.

Combien de souvenirs, combien d'images se pressent dans ma mémoire quand on évoque le nom de Paul. Mais la première, c'est celle de son accueil : chaque fois un élan fraternel, un visage radieux qui faisaient fête à peine la porte entrouverte ; et pourtant pendant toutes ces années de collaboration, les soucis, les inquiétudes et les problèmes parfois très lourds n'ont pas manqué, mais l'accueil, lui, a toujours été aussi spontané, aussi fraternel. La qualité de cet accueil, combien l'ont vécue partout où Paul a passé, aussi bien chez nous en Suisse qu'en Afrique ou en Amérique latine; partout, il a noué des liens et souvent des amitiés, parce qu'il est simple, à la portée de tous, il nous met tous à l'aise.

Ce sens du contact, cette chaleur humaine qui émanent de lui imprègnent tout son travail, car il a une capacité étonnante de travail. Paul a le don de s'exprimer aussi bien par la parole que par écrit; il sait inventer les images, trouver les formules bien frappées qui se gravent dans la mémoire. De plus, ce qui est assez rare, il sait communiquer ses convictions et susciter l'enthousiasme autour de lui. Passionné par son travail à F.S.F., il s'y est donné sans mesure, souvent jusqu'à la limite de ses forces.

Ce dynamisme rare s'accompagne chez lui d'un optimisme "incorrigible". Ses cheveux blancs n'ont en rien entamé l'enthousiasme de ses vingt ans; chez lui, l'enthousiasme, c'est viscéral ! Cette jeunesse du coeur lui permet d'être de plain pied avec tous, mais surtout avec les jeunes. D'instinct, il perçoit chez l'autre ce qu'il y a de positif et lui fait entière confiance ; quelquefois, cela joue de mauvais tours, c'est inévitable.

Paul est aussi un éveilleur d'hommes, car il a la passion des hommes. Faire devenir des hommes sans jamais les embrigader, leur faire découvrir leurs possibilités, les révéler à eux-mêmes, leur communiquer la confiance nécessaire pour aller de l'avant par eux-mêmes, pour s'engager dans le monde d'aujourd'hui tel qu'il est, tout cela c'est chez lui à la fois un don et une vocation. Parmi les centaines de personnes qui ont vécu les stages F.S.F., combien lui doivent une fière chandelle.

Au niveau F.S.F., sans rien enlever à ses prédécesseurs, j'ose dire que Paul a re-créé le mouvement ; c'est grâce à lui que F.S.F. a atteint sa "dimension" actuelle, je veux dire, est devenu un mouvement de laïcs chrétiens responsables, animé et dirigé par des laïcs, engagé à la promotion des pauvres dans le tiers monde et chez nous. Ces objectifs, dans leur énoncé, n'ont rien de bien nouveau, mais Paul a eu le mérite de leur donner un contenu inédit et une résonnance nouvelle.

Dès son arrivée au secrétariat, il a mis l'accent sur la formation des volontaires, et pour cela il a osé ouvrir les fenêtres, faire appel à des laïcs de classe, à des compétences dans les différents domaines de l'activité humaine, sans oublier le domaine théologique et biblique. Grâce à la personnalité de Paul, F.S.F. a acquis une audience et un poids non négligeable, non seulement en Suisse, mais au niveau Européen. Si nous collaborons étroitement avec différents organismes français et belges, si notre voix est écoutée au sein des rencontres européennes, c'est à Paul que nous le devons ; c'est un aspect peu connu que beaucoup ignorent, même au sein de F.S.F. Et au plan Suisse, outre la collaboration qui s'est intensifiée entre les différents organismes officiels et privés, chrétiens ou non, il a eu le mérite d'ouvrir notre mouvement à l'oecuménisme ; ce bulletin "Interrogation" est l'un des signes concrets de cette action commune avec nos frères réformés.

Mais à parler longuement de Paul, seul, je risque de fausser son image, car il est d'instinct homme d'équipe. Il a un besoin vital de l'équipe, parce qu'il est conscient de ses limites et se méfie de lui-même, de plus, parce qu'il est profondément discret, il tient à s'effacer le plus possible. Par exemple, le numéro spécial d'"Interrogation" pour le 20e anniversaire, c'est lui qui l'a "fabriqué". Eh bien ! il a réussi ce tour de force d'évoquer toute l'évolution du mouvement sans parler de son action à lui ; et pourtant, Dieu sait si son rôle y a été déterminant.

Quand Paul a pris la relève à Frères sans frontières, il a hérité d'un enfant en bas âge. Aujourd'hui, il nous remet un homme jeune, de plein vent, à la fois ouvert, attentif aux aspirations et aux besoins des hommes de ce temps, mais en même temps, enraciné et dynamisé par la foi au Ressuscité, seule réponse plénière à la faim et à la soif des hommes de ce XXe siècle finissant.

J'aurais tant de choses encore à évoquer ; cependant, je ne veux pas clore ce témoignage sans vous dire la source où Paul puise son dynamisme, son rayonnement contagieux, sa joie de vivre.

Il y a tout d'abord son foyer : Béatrice et Marie. Dans des contacts répétés, j'ai peu à peu senti, deviné l'importance et la qualité de l'amour de Paul pour les siens et tout ce qu'il reçoit d'eux. Je me permets d'ajouter qu'il a une chance exceptionnelle d'avoir à ses côtés une compagne comme Béatrice. Non seulement elle le comprend et est pleinement d'accord avec son engagement, mais elle partage, elle vit ses soucis et ses projets, ses crève-coeur comme ses réalisations et ses joies; mais c'est tellement discret que beaucoup ne s'en doutent pas.



Et puis, il y a la foi de Paul. Une foi adulte comme l'homme: elle se méfie des grandes déclarations, mais elle est vécue dans la trame quotidienne des évènements et des rencontres humaines. C'est une foi qui va droit à l'essentiel. Dans cette optique, l'optimisme et le dynamisme de Paul m'apparaissent comme le visage de l'Espérance chrétienne.

Paul, quand tu liras ces lignes, tu me pardonneras d'avoir tant parlé de toi, je sais que tu n'aimes pas cela, mais si je l'ai fait, c'est à cause de notre amitié !

Charles

Lettres d'outre-mer...



Michel RHEME est coordonnateur de Frères sans frontières et d'Interteam, au Cameroun et Tchad.

Voici quelques passages des évènements qui se sont déroulés sur le terrain en 1979 :

... L'évènement principal de l'année 1979 a été le conflit, qui avait débuté à N'djaména, s'est propagé dans le Sud du pays, sous forme de massacre de la population nordiste. Les informations reçues en Suisse ont très fortement alarmé les parents des volontaires et un peu les secrétariats de FSF et d'Interteam. De mon côté, les informations qui me parvenaient à Maroua me laissaient croire que la sécurité des volontaires n'était pas menacée. La moitié d'entre eux se trouvaient dans la région proche du Cameroun, que je savais calme. La décision de rapatriement vers le Cameroun, prise en Suisse, n'était donc valable que pour une partie des volontaires. Les autres l'ont rejetée, avec mon accord, et décidé de poursuivre leur tâche, tant que la situation le permettait. Le départ n'aurait pas été compris par la population, car à ce moment-là, la situation locale ne justifiait pas une telle décision. D'autres gouvernements ou organismes de volontaires ont pris la même décision d'évacuation, souvent sans possibilité de recours pour les gens sur le terrain. Finalement, deux volontaires ont quitté le Tchad vers le Cameroun,puis vers la Suisse. En mai-juin, deux autres volontaires sont parties en avançant un peu la date de leur congé ; elles ont regagné leur projet en septembre. En mai, trois des quatre volontaires du Mayo-Kebi, se sentant peu en sécurité dans leur village, sont venus passer un mois au Cameroun, le temps que la situation se clarifie et redevienne calme.

Au-delà de cette question d'évacuation des volontaires, refusée par la plupart d'entre eux, se pose la question de l'attitude à avoir en cas de troubles ou de guerre dans le pays ou la région où on se trouve. D'autre part, qui est le plus habilité pour prendre une décision d'évacuation, qui peut être temporaire ou définitive ? - Le gouvernement du pays d'origine du volontaire, - l'organisme d'envoi, - l'employeur - le coordonnateur (lorsqu'il existe) - ou le volontaire lui-même ? Je ne crois pas qu'il y ait de réponse absolue à cette question, car on a souvent à faire à des cas particuliers, mais en général, le volontaire doit être partie prenante de cette décision. Il a l'avantage de connaître la situation locale et devrait être en mesure de savoir s'il y a danger pour lui.

Bien que ne sachant pas de quoi demain sera fait, nous devons continuer notre travail, rester parmi ces populations, qui ne sont pour rien dans ce conflit, mais qui sont les principales victimes. C'est aussi une façon de se montrer solidaires de ceux qui souffrent et une manière de "prendre le chemin des pauvres".

... Autre fait marquant de cette année, le colloque organisé par la DDA (Direction de la Coopération au Développement et de l'Aide humanitaire, à Berne) et les organismes privés de volontariat, qui s'est tenue du 5 au 12 janvier 1980, à Yaoundé (Cameroun).

Le thème de ce séminaire était : "Le rôle du volontaire dans le cadre de la coopération au développement international".

A Yaoundé, nous nous sommes retrouvés une trentaine de participants pour échanger nos idées sur ce thème. Parmi ceux-ci, il y avait 9 volontaires Suisses, 14 Camerounais (collaborateurs de volontaires ou représentants d'organismes d'accueil) et 6 animateurs (4 Suisses et 2 Africains). Frères sans frontières et Interteam étaient représentés chacun par 2 volontaires et moi-même.

Lettres d'outre-mer...

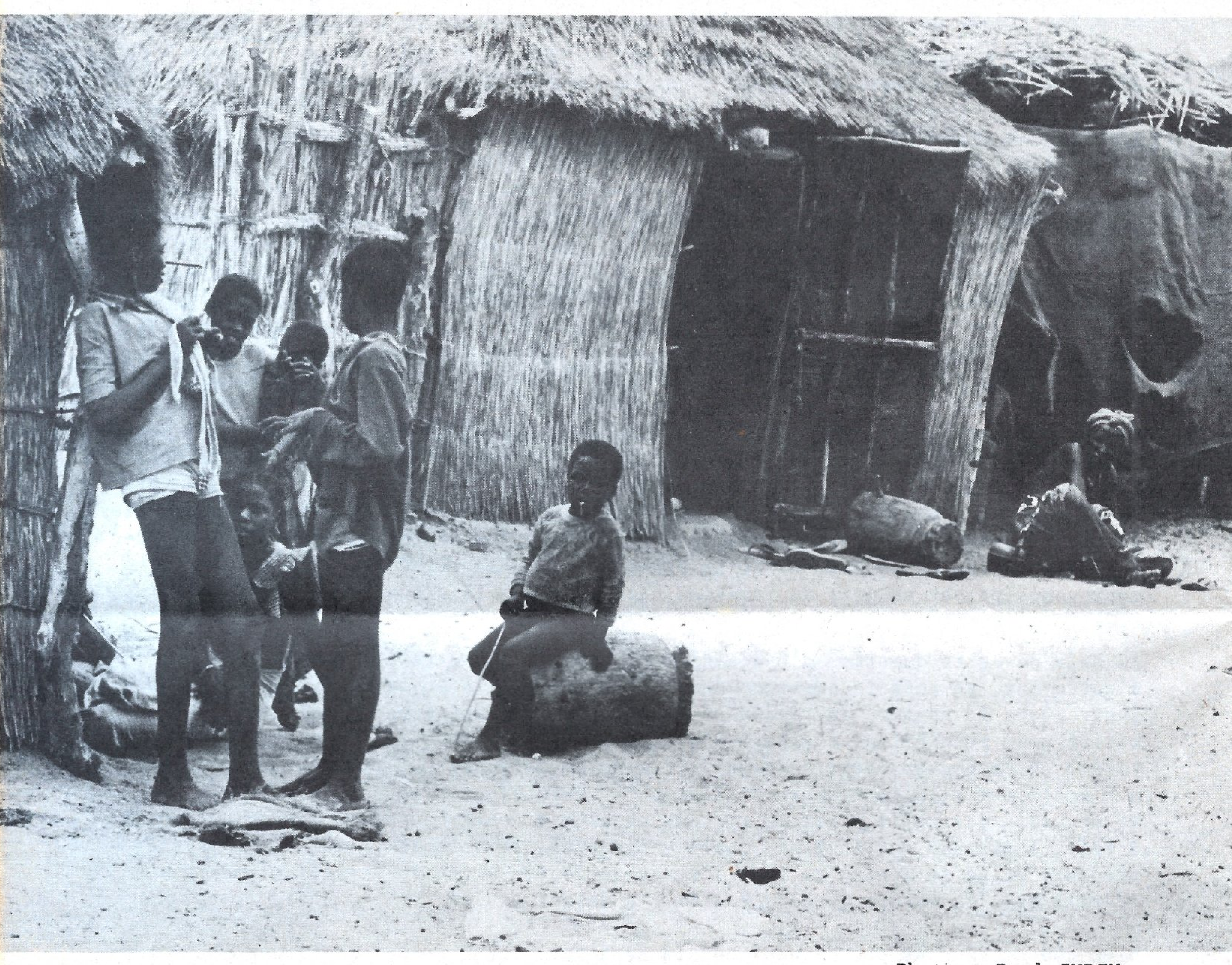


Photo : Paul JUBIN

L'ensemble des participants est reparti de Yaoundé satisfait des échanges que nous avons eus tout au long de cette semaine passée ensemble. Les échanges entre Camerounais et Suisses ont été francs. Il faut également souligner que pour tous c'était la première rencontre entre Suisses et Camerounais, plus précisément entre volontaires et collaborateurs locaux, pour échanger nos idées sur le volontariat et la coopération au développement, et réfléchir ensemble sur l'avenir du volontariat et sur ce que l'on voudrait qu'il soit demain.

Maintenant, le plus important reste à faire : la bonne utilisation des résultats des trois séminaires ayant eu lieu en Colombie, en Indonésie et au Cameroun. Cette question a d'ailleurs été soulevée par plusieurs participants dès le début de notre rencontre.□

L'école normale de LAVAUD (dans le diocèse de Port-de-Paix, HAITI), où sont affectés Adrienne et Raymond JECKER, volontaires de Frères sans frontières, a pour but, non seulement la formation et l'accompagnement des élèves, mais vise également à ce que l'école primaire soit utile à la communauté locale ...

Dans les nombreuses lettres que nous avons reçues durant l'année, deux questions nous ont beaucoup intéressées. Nous nous permettons de vous faire part de nos réflexions à leur sujet.

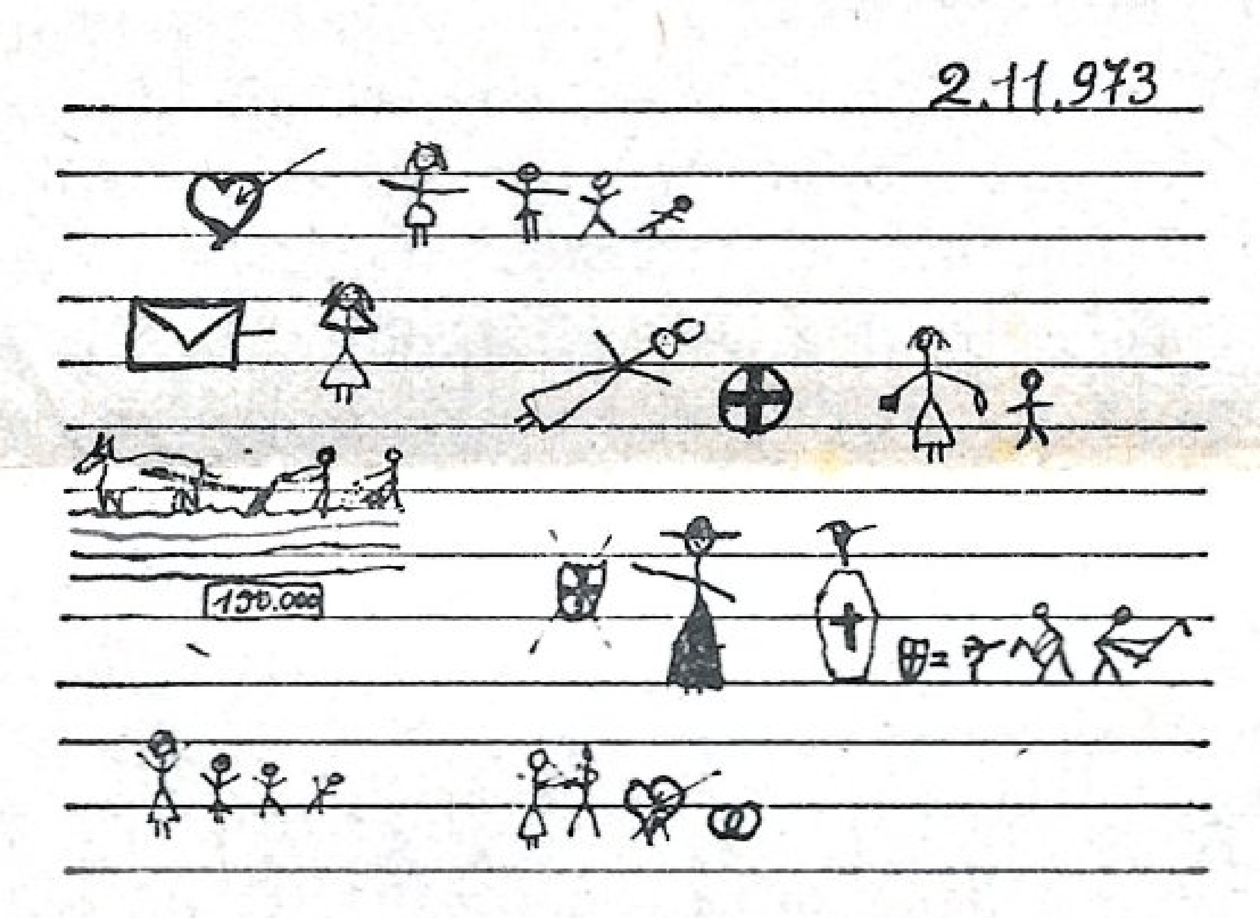
L'une concernait l'école : quel genre d'école faut-il promouvoir ? Et cela en relation avec le merveilleux travail que réalise le Mouvement populaire des familles en Suisse Romande. Comme c'est réjouissant de constater que beaucoup de parents s'intéressent réellement à l'école que vivent leurs enfants. Ici, en Haïti, le problème est le même. Il s'agit toujours de savoir le pourquoi d'une école, sa finalité. S'agit-il d'y former des enfants bien dociles qui ne remettront jamais en question les structures établies, ou bien de futurs adultes capables d'assumer leur vie, d'assumer l'évolution de la société ? S'agit-il d'y former de bons patriotes, de bons ouvriers, ou des citoyens libres et conscients de leurs responsabilités ? Un exemple , ici en Haïti, nous a beaucoup frappé : pour l'alphabétisation, l'ONAAG, un organisme d'état, emploie la même méthode que celle utilisée par des organismes privés. Toutes deux sont tirées des expériences de Paolo Freire qui préconise de faire au travers de l'alphabétisation, une formation réelle de la personne. La méthode est très intéressante, seulement elle peut être employée soit pour louer l'Etat et asseoir ainsi encore davantage le pouvoir de la minorité riche, soit pour aider les analphabètes à comprendre leur situation, à l'assumer, et, si possible, à l'améliorer. Conclusion : ce ne sont pas tellement les méthodes employées qui importent, mais bien la finalité, le but poursuivi. Nous avons l'impression que pour l'école, le problème est le même. Il faudrait alors une école qui réponde réellement aux besoins de la communauté, et pour cela, il faut qu'elle soit véritablement intégrée au milieu, que le milieu ambiant participe à l'éducation des enfants. Malheureusement, ce n'est pas le cas de l'école en Haïti, où elle existe en fait pour une minorité, pour une élite qui se coupe de plus en plus de la base.

La deuxième question avait trait à la misère. Est-elle réelle, est-elle matérielle ou morale ? Que pouvons-nous faire, que pouvons-nous apporter avec notre mentalité européenne ? La question est d'importance et en fait, presque chaque jour, elle revient à notre esprit, en face de rencontres et d'évènements quotidiens. Il serait bon de repenser d'abord à ce que nous voulons exprimer lorsque nous parlons de misère. Car en fait, nous en parlons avec notre langage européen. C'est-à-dire que pour nous, est miséreux celui qui ne répond pas à une norme que nous avons définie nous-mêmes. On est miséreux toujours par rapport à un autre qui est plus ou moins miséreux que nous. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que, inévitablement, si certaines parties du monde sont aujourd'hui peuplées de gens dans la misère, c'est parce que d'autres parties du monde ont su tirer profit, trop souvent malhonnêtement, de leurs rapports avec les pays pauvres. Ainsi, le fossé s'élargit toujours plus, les riches devenant toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres. Ce qui se passe aujourd'hui dans un monde internationalisé, c'est que partout, dans les pays pauvres comme dans les pays riches, on distingue de plus en plus deux classes bien différentes, les riches et les pauvres, les uns "volant" toujours plus allègrement les autres ! Il n'y a qu'à observer les grosses industries de chez nous qui s'implantent dans le tiers monde, soi-disant pour l'aider, alors que ce n'est que pour avoir une main-d'oeuvre à bon marché et faire ainsi de plus gros profits. Ainsi, des gens dans la misère, on en trouve dans tous les pays du monde actuellement, à des degrés divers, bien sûr ! □

Lettre d'une illettrée

L'hebdomadaire de Milan *L'EUROPEO* fait une étrange constatation : certains émigrés illettrés ont recours, pour écrire à leur famille, à des « pictogrammes ». Ces petits dessins, dotés d'une signification précise, sont désormais codifiés. Ainsi « *une enveloppe avec un petit trait sur la droite* » signifie « courrier en partance ». Si le trait est à gauche, la lettre va arriver. Les membres de la famille sont représentés par de petits bonshommes dont la taille dépend de l'âge de l'intéressé et dont l'état de santé est indiqué par l'inclinaison sur la verticale. En bonne santé, ils sont bien droits. Couchés, ils sont malades. L'argent est exprimé par des chiffres encadrés, etc.

A titre d'exemple, *L'EUROPEO* publie un lettre que voici avec sa traduction. Elle est adressée à son mari par une femme restée au pays :



« Mon chéri lointain,

» Je vais bien ainsi que les enfants, sauf le plus petit qui est légèrement malade. Je t'ai écrit une lettre et suis préoccupée par l'absence de réponse. Ta mère est malade et a été admise à l'hôpital. Je suis allée la voir et lui ai porté deux colis avec des choses utiles. J'ai été accompagnée par notre avant-dernier, et j'ai donné des instructions pour faire labourer et semer notre champ. J'ai dépensé 150 000 lires.

» On a voté aux élections administratives. J'ai voté pour la D.C., comme l'a demandé le curé. Le parti communiste a perdu. Pour nous autres, P.C. et D.C. sont la même chose : nous continuerons toujours à biner la terre quel que soit le vainqueur. (...) Bons baisers de tes enfants et de ta fidèle épouse. »

"Le Monde"
22.4.79

INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne

J.A. 2056 DOMBRESSON